



## Projets d'avenir pour une nouvelle France

Montreuil, le 2 octobre 2013

**C'est le monde du travail et les capacités productives d'aujourd'hui qui feront l'industrie de demain.**

Alors qu'il y a une perte de vision industrielle en France depuis plus de 20 ans le Président de la République a annoncé 34 projets industriels d'avenir pour un investissement public de l'ordre de 3,5 milliards d'euros. Ceci étant intégré dans le Plan d'investissement d'avenir pour la France (PIA) annoncé le 9 juillet dernier avec un investissement de l'Etat de 12 Milliards d'euros accordés aux entreprises concernées.

Pour la CGT parler d'investissement dans des projets innovants France peut être apprécié positivement. Mais cette volonté affichée doit se traduire par un développement des capacités productives et de création d'emplois qualifiés sur le territoire nationale, en lien avec une élévation du niveau de la recherche et de la connaissance.

La vraie question est de savoir si la France veut redevenir un pays avec une industrie productive capable de répondre aux besoins de la population et de ses services publics, aux défis environnementaux, avec un autre mode de développement et d'échanges au niveau international ou devenir un pays qui favorise une politique de compétitivité des groupes avec la mise en concurrence entre les salariés en choisissant une stratégie industrielle se limitant sur quelques filières assises sur une activité d'élaboration de projets et de services au nom de « la marque France ».

**La première critique** du point de vue général, porte donc sur l'absence totale de conditionnalité parmi les critères de distributions des financements alloués aux différents projets, d'autant que c'est le pilotage de ces différents programmes est donné au patronat. Le financement n'oblige pas à s'équiper prioritairement de matériel fabriqué en France, et d'aller au-delà du démonstrateur en France, c'est-à-dire sans obligation d'industrialiser tout ou partie des produits développés sur le territoire national.

L'étude détaillée des projets, choisis par un cabinet américain, Mc Kinsey, grand promoteur de la « création de valeur pour l'actionnaire », spécialiste des restructurations et des plans de « compétitivité », confirme que nous restons sur

une logique de niches, c'est-à-dire d'abandon de la richesse et la diversité des tissus industriels français. Les niches retenues sont quasiment exclusivement sur des secteurs porteurs à l'exportation pour aller à la conquête du marché mondial.

**La deuxième critique** tient dans le fait que rien n'est préconisé pour un développement de toute la chaîne, de la recherche à l'industrialisation, avec comme priorité de répondre aux besoins locaux de biens d'équipements et de biens de consommations. D'autre part on néglige le fait que, non seulement tous les pays veulent exporter et il en faut bien qui achètent, mais encore lorsqu'un pays importe des produits, il exige de plus en plus qu'une part importante de la fabrication se fasse localement, et c'est bien normal.

Parmi ces 34 projets certains sont déjà développés ou en cours d'études dans les centres de recherche, les laboratoires, les universités, les entreprises, d'autres correspondent à des objectifs peu clairs et une vision particulière de l'avenir (services sans contact...). D'ailleurs le Ministre Montebourg a déclaré « que si seulement 20 programmes arrivaient à terme ce serait déjà un succès ».

La CGT constate que rien n'est dit pour consolider nos savoir-faire, investir dans les équipements et la formation des salariés, pour développer l'existant. Ce qui laisserait croire que les futurs projets sont destinés en priorité aux marchés extérieurs avec le risque que la production se réalise en dehors du territoire national. Ce n'est pas ainsi que le chômage régressera.

Nous n'avons donc pas affaire à une « politique industrielle » mais à une politique d'aide et de financement public du secteur privé, une politique pour les « patrons et les actionnaires de l'industrie et des services associés ».

**Le risque est grand qu'une nouvelle fois cela se traduise par une aubaine pour les entreprises avec des milliards de fonds publics.**

Pour la CGT, il n'y a pas l'industrie du passé et l'industrie de l'avenir qui nécessiterait de tourner la page du présent. Cette manière d'envisager cette politique de rupture et de considérer que l'avenir de l'industrie sera « verte », risque de conduire à une poursuite de la désindustrialisation et de perte d'emplois et de savoir-faire indispensable pour l'avenir économique et social du pays.

La question n'est pas de verdir le langage à tout bout de champ ou de s'engager dans une économie verte pour permettre au capital de se réorienter sur des secteurs lucratifs mais bien plus d'avoir une stratégie industrielle à long terme qui permettent d'anticiper les mutations technologiques nécessités par les enjeux sociaux et environnementaux, et de permettre que les salariés accompagnent les transformations de l'appareil productif par les formations initiales ou continues adaptées.

**L'avenir ne se construira pas avec des déserts et friches industrielles !**

La CGT continue de revendiquer la mise en place d'une vraie politique industrielle. Cela commence par l'écoute des propositions de sauvegarde des entreprises en difficulté faites par les représentants des salariés. Cela doit se poursuivre par une volonté politique de reconquête d'activités productives disparues. Il se vend 8,5 millions de postes de TV par an en France qui sont 100% importés. Et si on en concevait et fabriquait la moitié ? Combien d'emplois ainsi recréés en France? Idem pour les 12 millions de téléphones portables ou bien les millions de PC et de tablettes. Comment imaginer construire les matériaux de demain ou recycler les métaux sans la filière industrielle que cela nécessite (sidérurgie, énergie...). Enfin, cela passe par des droits nouveaux d'intervention sur la gestion des entreprises pour les salariés et leurs représentants. Sans avancées démocratiques dans les entreprises, pas de réelle reconquêtes industrielles.

Avec les salariés qui connaissent leur entreprise, la CGT, porte des projets et propositions qui ne s'opposent pas aux 34 projets du gouvernement, mais qui, au contraire, s'appuient sur les capacités existantes, dans une vision d'une stratégie globale de développement cohérente et efficace au niveau des filières et des atouts que représentent les territoires. Ce qui inclut une politique économique active qui favorise les débouchés intérieurs, les investissements, la recherche, la formation, l'embauche et de nouveaux droits nouveaux pour les salariés et leurs les entreprises.

**Quel avenir pour les chantiers navals, la filière télécom, les raffineries, l'imagerie médicale, la sidérurgie, la recherche fondamentale, le ferroviaire, l'électronique, etc. ?**

Il faut que le gouvernement arrête d'écouter les patrons et entende les salariés et leurs organisations syndicales. Les Hommes et les Femmes qui travaillent dans les entreprises industrielles savent comment développer, faire grandir, assurer la pérennité de leur entreprise et de leur savoir-faire collectif. Ils ont porté de nombreux projets en ce sens dans la période.

La France est devenue une grande nation industrielle parce que ses forces vives s'en sont mêlées. Les capacités humaines et productives sont encore disponibles. Il est temps d'écouter les salariés.

La CGT continuera à porter les dossiers en cours et les projets de développement lors des réunions du Conseil National de l'Industrie et des Comités Stratégique de Filière, à mobiliser pour améliorer les salaires, créer de nouveaux emplois, avec de meilleurs conditions de travail, et donner les moyens à la protection sociale solidaire pour tous les salariés.

**Il y a urgence à recréer une politique industrielle cohérente ouvrant des perspectives sociales et économiques pour la population et le pays !**